

Questions orales

être considérées et c'est ce que j'ai dit tantôt et ce que je répète au leader des néo-démocrates.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, c'était le Bureau du premier ministre, pendant la campagne électorale, qui a fait la promesse d'augmenter le service de VIA Rail, pas le ministre, mais s'il a l'intention de répondre aux questions, j'en ai une autre.

Maintenant, au Canada, si on considère tous les modes de transport, il y a des subventions pour les routes, il y a des subventions de l'ordre de 700 millions de dollars du gouvernement fédéral pour les aéroports, mais hier, selon le ministre, la politique du gouvernement fédérale est à l'effet que seulement les chemins de fer doivent être rentables. Le ministre veut continuer avec cette politique de subventions pour les automobiles, pour les autobus, pour les aéroports, même pour les exportations relatives aux chemins de fer aux États-Unis, mais pas du tout pour les chemins de fer ici, au Canada. C'est cela la politique du gouvernement fédéral?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, d'abord le chef des néo-démocrates présume des décisions, parce qu'il n'y en a pas de décisions prises en date d'aujourd'hui. Et deuxièmement, je voudrais lui rappeler une chose. Dans l'utilisation des modes de transport au pays actuellement par les passagers, entre les municipalités, il est bien évident qu'il y a l'appui accordé au transport routier, mais qui est utilisé dans 85 p. 100 des cas par les gens, alors que le transport ferroviaire est utilisé par 3 p. 100. Monsieur le Président, il y a des proportions. Au niveau du transport aérien, c'est le même député du Parlement qui dénonçait ou déplorait la situation qui existait à l'aéroport de Toronto, par exemple, où nous nous apprêtons éventuellement à annoncer des mesures. Les mesures de transport sont prises en fonction de l'utilisation par les passagers, monsieur le Président.

• (1430)

[Traduction]

LES CHEMINS DE FER—LES FONDS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma dernière question s'adresse au même ministre. Évidemment, si le gouvernement n'investit plus dans la société VIA créant ainsi un organisme qui ne fonctionne pas convenablement, le service deviendra inefficace et ne présentera plus aucun attrait pour la population. C'est ce qui arrivera si VIA se fait couper les vivres. La population le comprend.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Étant donné que la société General Motors qui planifie non seulement cinq ans à l'avance, mais dix ans, a injecté 2 milliards de dollars uniquement

dans ma circonscription pour moderniser le matériel du secteur automobile, le ministre ne croit-il pas que dans le secteur public, le gouvernement fédéral a l'obligation d'investir dans les chemins de fer pour créer un réseau moderne et efficace comme le réseau Amtrak aux États-Unis?

Des voix: Bravo!

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, tout d'abord, j'aimerais recevoir autant d'argent dans ma circonscription. Les choses seraient beaucoup plus faciles.

Des voix: Bravo!

M. Bouchard (Roberval): Deuxièmement, sur une note plus sérieuse, j'ajoute que depuis 1978, le gouvernement a injecté 5,4 milliards de dollars dans le système de transport ferroviaire que nous avons.

M. Broadbent: Et alors?

M. Bouchard (Roberval): Si General Motors investissait autant d'argent dans un réseau qui attire 20 p. 100 d'utilisateurs de moins en 1989 qu'en 1981, cette société ne serait pas où elle en est aujourd'hui.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CRISE EN CHINE—LE MANDAT DES NATIONS UNIES

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et porte sur la crise que vit actuellement la Chine.

Lundi, le secrétaire d'État a dit que le Canada envisageait, en tant que membre du Conseil de sécurité des Nations Unies, de lancer une initiative visant à exercer de la pression sur les dirigeants chinois pour arrêter l'effusion de sang.

Mardi, il a dit que le mandat des Nations Unies n'autorisait pas cette organisation à s'immiscer dans les affaires internes d'un pays.

Le conflit ne déborde peut-être pas les frontières de la Chine mais, compte tenu de la capacité nucléaire de ce pays, l'instabilité générale qui y règne constitue une menace à la sécurité mondiale.

Étant donné ce qui précède, le secrétaire d'État peut-il nous informer des mesures qu'il a prises pour convaincre l'Assemblée que la situation constitue vraiment une menace à la sécurité mondiale et est donc directement liée au mandat des Nations Unies, qui est d'assurer la paix et la sécurité dans le monde?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la Chambre se souviendra que j'ai souligné hier que, dans un pays aussi vaste et aussi puissant que la Chine, les troubles qui existent actuellement ne peuvent pas rester longtemps une affaire interne. Cependant, je sais que tous les dépu-